



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 10 décembre 2024**

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 247      CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES SERVICES DE L'ACADEMIE DE NICE  
RELATIVE AUX MESURES DE RESPONSABILISATION**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 3 décembre 2024, s'est réuni le mardi 10 décembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :  
Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE  
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Madame Karine GIGODOT  
Madame Magali CONESA  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE  
Monsieur Patrick ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Monsieur François ROUSTAN  
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur Philippe BONELLI  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE  
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 5 novembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- |                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>2024 - 215</b> | <b>PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,<br/>LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA<br/>VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE<br/>ACQUISITION DES LOTS N° 48 ET 56 DE LA COPROPRIETE « LA ROQUE »<br/>CADASTREE SECTION BI N° 25 SISE 5 RUE DE LA PORTE NEUVE</b>                                          |
| <b>2024 - 216</b> | <b>PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,<br/>LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA<br/>VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE<br/>VENTE APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN DE LA COPROPRIETE<br/>CADASTREE SECTION BN N° 20 ET JARDIN ATTENANT<br/>CADASTRE SECTION BN N° 19 SIS 19 AVENUE GUY DE MAUPASSANT</b> |
| <b>2024 - 230</b> | <b>MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE<br/>VALIDATION DU PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL</b>                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>2024 - 238</b> | <b>ENERGIES RENOUVELABLES<br/>SOLARISATION DU PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD<br/>LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONCESSION DE TRAVAUX<br/>VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE</b>                                                                                                                                                 |

**VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL**

**2024 - 247**

**DU 10 DECEMBRE 2024**

**CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LES SERVICES DE L'ACADEMIE DE NICE  
RELATIVE AUX MESURES DE RESPONSABILISATION**

**RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT**

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat dans le cadre de la mise en œuvre des mesures de responsabilisation avec les services de l'Académie de Nice.

**INCIDENCE BUDGETAIRE**

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
CLSPD	SANS INCIDENCE FINANCIERE	

Monsieur Jean-Pierre BICAIL expose :

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L. 131-6, R. 131-10-1 et suivants et R. 511-13 ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles, notamment son article L. 141-2 ;

Vu le Code de la Sécurité Intérieure, notamment son article L. 132-7 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'arrêté du 30 novembre 2011 fixant les clauses types de la convention prévue à l'article R. 511-13 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention et aux sanctions ;

Considérant que la dégradation du climat scolaire et plus généralement les phénomènes de violences morales ou physiques, qui peuvent affecter le fonctionnement des écoles et des établissements d'enseignement, justifient un renforcement de l'alliance entre les collectivités territoriales, en particulier les communes, et l'éducation nationale.

Considérant que si les directions des écoles du premier degré et du second degré doivent garantir un climat scolaire apaisé, propice au bien-être et à la réussite de leurs élèves, la qualité du partenariat qui les lie à la commune, siège de leur établissement, contribue nécessairement à l'efficacité des politiques éducatives mises en œuvre.

Considérant que le législateur reconnaît ainsi de longue date des prérogatives aux maires des communes pour intervenir, en lien avec les personnels de l'éducation nationale, à l'endroit des élèves et de leurs familles qui méconnaissent l'obligation scolaire ou qui, par leur comportement, compromettent le bon fonctionnement des écoles et des établissements d'enseignement.



Considérant que la présente convention a donc pour objet de renforcer le partenariat entre l'éducation nationale et la commune de Grasse en facilitant la mise en œuvre, par le maire, des prérogatives dont il dispose en application de la loi, notamment celles relatives aux mesures de responsabilisation et aux rappels à l'ordre.

Considérant que la Direction des Services Départementaux de l'Education Nationale informe le Maire des sanctions disciplinaires d'exclusion temporaire ou définitive prises à l'encontre des collégiens et lycéens domiciliés dans sa commune, ainsi que des situations avérées d'absentéisme scolaire.

Considérant que lorsque le Maire décide de faire usage des prérogatives dont il dispose, notamment en convoquant l'élève et ses parents pour un rappel à l'ordre en application de l'article L. 132-7 du code de sécurité intérieure ou qu'il propose aux parents de l'élève un accompagnement parental en application de l'article L. 141-2 du code de l'action sociale et des familles, le chef de l'établissement concerné et le DASEN en sont informés.

Considérant que les services de l'Education Nationale et la commune de Grasse souhaite proposer des mesures alternatives et préalables aux exclusions scolaires.

Considérant que les chefs d'établissements des collèges et lycées grassois pourront solliciter la commune de Grasse pour mettre en place une mesure de responsabilisation lorsque les faits le justifient.

Considérant qu'un comité de suivi et d'évaluation permettra d'apprécier les effets de cette convention.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 19 novembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

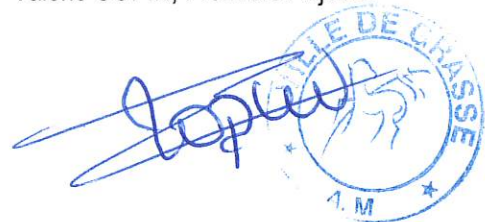
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat relative aux mesures de responsabilisation pour une durée d'un an, renouvelable annuellement par tacite reconduction, et ce, pendant une période de trois à compter de sa signature.
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les éventuels avenants à ladite convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **12 DEC. 2024**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **12 DEC. 2024**